

Les mille sources de la Colère

N° 148

SEPTEMBRE 2021

EDITO

Le gouvernement Macron a décidé, au milieu de l'été, d'accélérer la mise en œuvre des lois liberticides remettant en cause les acquis sociaux et démocratiques. Après la Loi Sécurité Globale, après le décret sur le fichage des militants selon leur orientation politique, syndicale ou religieuse, le gouvernement décide d'utiliser le cadre de l'épidémie pour déployer toute la mesure de sa politique. La mise en œuvre du Pass sanitaire implique :

- **La possibilité de suspendre la paye des salariés** qui ne pourront présenter de Pass sanitaire à leurs employeurs. Ils pourront se retrouver *sine die* sans revenus, sans droits sociaux et sans possibilité de trouver un emploi ailleurs. C'est une sanction totalement inédite et disproportionnée qui passe par-dessus le Code du travail et les statuts, qui risque d'avoir à termes des conséquences irrémédiables et néfastes pour tous les salariés, du public comme du privé!
- **La disparition du secret médical** : n'importe quel employeur sera maintenant informé de la situation de santé de ses salariés. Dans la foulée, la loi autorise maintenant le partage de la collecte des données de santé relatives au COVID avec les autorités préfectorales !
- **La remise en cause du droit à l'emploi** : certains travailleurs, selon leur secteur d'activité, se voient imposer de présenter un Pass sanitaire à leur employeur. Par conséquent, le Pass sanitaire est un outil de discrimination à l'embauche et à la préservation de l'emploi.
- **La remise en cause de l'accès aux soins** : à chaque établissement de santé de définir ce qui relèvera de l'urgence ou pas, permettant de suspendre l'accès aux soins pour toutes les personnes qui ne présenteront pas de Pass sanitaire en bonne et due forme. Le gouvernement impose au personnel médical de choisir qui a le droit de se faire soigner, ou non. S'il voulait vraiment nous protéger, il arrêterait de fermer des lits et embaucherait des fonctionnaires hospitaliers.

Personne n'est dupe de l'empilement de mesures grotesques que nous devons subir. Sans Pass, interdiction de prendre un café en terrasse ou de monter dans un train grandes lignes, par contre nous pouvons continuer à nous entasser dans les cantines le midi, dans les métros, bus et TER pour aller travailler. Cette remise en cause de nos droits se met en place alors que Macron a annoncé que dès que la crise sanitaire serait jugulée, il relancera la réforme des retraites et achèvera la casse de l'assurance chômage !

À la DGFIP, la mise en œuvre du Pass s'impose pour tous les personnels travaillant dans des trésoreries hospitalières implantées dans les hôpitaux. À défaut de pouvoir justifier, auprès de son chef de service, du respect de ces obligations, ce dernier doit refuser à l'agent l'entrée dans la trésorerie ; cette obligation concerne aussi tous les télétravailleurs. En cas de refus, la loi autorise maintenant nos employeurs à nous inciter à prendre des congés et en cas de refus à nous suspendre sans salaire ! C'est là encore une attaque frontale contre tous les statuts de la Fonction Publique !

La CGT Finances Publiques 19 s'est mobilisée contre toutes les lois répressives, contre toutes les remises en cause et attaques contre nos droits et nos statuts de fonctionnaires ces dernières années : nous n'acceptons pas davantage la mise en œuvre du Pass : il est hors de question d'accepter la poursuite de la privatisation de nos droits : Nous avons le droit au travail, le droit à la santé, le droit au respect de nos libertés. Nous défendons le droit au vaccin mais refusons que la situation épidémique soit utilisée pour justifier des mesures coercitives,

Nous exigeons le retrait du Pass sanitaire !

J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI <<

Contacts

mail cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr

tél : 07 66 81 95 30

Buffet froid

Nos collègues ne pouvant présenter de pass sanitaire, pour quelque raison que ce soit, vont de nouveau devoir improviser pour le repas du midi et, probablement manger de nouveau au bureau, seuls dans leur coin. L'occasion de s'avancer dans leur travail pour faire passer le temps et compenser les suppressions d'emplois, il y a une solution à tout !

Boule de cristal

L'édition de la Montagne du 30 août nous apprenait que la trésorerie de Meymac était fermée et serait donc remplacée par MFS. Pour mémoire les fermetures de service doivent être actées en CTL et, à ce jour, rien de tel ne s'est produit : Il serait bon que Numéro 1 appelle le maire du village et publie un communiqué de presse démentant l'information. Nous lui apportons ici tout notre soutien : ce n'est jamais agréable d'apprendre que des personnes mal intentionnées agissent dans notre dos.

Esprit est tu là ?

Toujours le 30 août, les représentants du CHS recevaient de la direction, un devis pour approbation. Sauf que ledit devis était au nom de la CGT ! Aucune explication rationnelle ne nous ayant été avancée, il ne reste que le surnaturel pour l'expliquer. Néanmoins, nous ne pourrions honorer cette facture. Même si nous comprenons que les temps sont durs pour tout le monde, notre modeste section ne peut se substituer à la direction pour les dépenses. Nous n'aurions de toute façon pas les mêmes priorités.

DGFURSAFDOUANES

Ça y est, c'est dit : en conseil des ministres du 1er septembre, l'unification du recouvrement fiscal et social a été mise en avant. Elle « permettra une simplification importante pour les usagers qui disposeront ainsi d'un seul interlocuteur et d'une meilleure efficacité et efficience des services publics ». Dans quelles conditions ? Nous vous laissons deviner.

Le monologue du vaccin

Sur toutes les lèvres depuis des mois, le vaccin va nous coller encore longtemps à la peau car une troisième dose est dorénavant préconisée. Nous n'avons toujours pas entendu Bruno le Maire exiger un prix coûtant aux laboratoires pharmaceutiques, ni demander aux pharmaciens de réduire leurs marges pour les tests de dépistage. Bon, de toute façon, personne ne l'aurait écouté et puis, c'est la sécu qui paye : La bamboche quoi !

Baromètre anti-social

Le tableau de bord de veille sociale, présenté lors du CTL de ce 3 septembre, révèle que le taux défavorable de couverture des effectifs depuis plusieurs années a conduit la DG à autoriser le recrutement d'agents contractuels. Je supprime des emplois, puis je me rends compte qu'il manque du monde pour faire le travail alors j'embauche à la va-vite des travailleurs, précaires pour la plupart, qui n'ont aucune vision d'avenir, tout en accélérant la désorganisation des services. À côté de ça, je fanfaronne que le travail se fait tout seul et que le NRP va régler tous les problèmes. Dans le privé, cela fait longtemps que le directeur aurait reçu sa lettre de licenciement.

Une journée sans fin

Le 31 août, la direction avertissait les services de la cité administrative de Tulle que la caisse de la Trésorerie, dépositaire du terminal de CB, serait fermée les mercredi et vendredi de la semaine de la rentrée en lieu et place des après-midi habituels. Dans les faits, cette même caisse est fermée chaque après-midi depuis mi-juillet, empêchant ainsi les autres services, qui bien sûr n'avaient pas été prévenus, de faire procéder aux paiements par CB. Tout cela certainement pour le bien être des usagers et pour tester les capacités de réaction de nos collègues. C'est beau la centralisation.

Open bar

En un an, le patrimoine cumulé des 500 plus grandes fortunes de France a augmenté de 30 % : ce n'est pas la CGT qui l'annonce, mais le magazine Challenges. Avec 109 milliardaires français contre 95 l'année précédente, y'a pas à dire, la relance est là. Enfin, pas pour tout le monde. Bonne rentrée !

TEST DE VISION PATRONAL

TU
TRAVAILLES
ENCORE PLUS
AVEC DES OBJECTIFS
DE PLUS EN PLUS DIFFICILES
ET UNE PRESSION OMNIPRÉSENTE
POUR UN SALAIRE DE PLUS EN PLUS FAIBLE

VOTRE VISION
EST BONNE

SYNDIQUEZ-VOUS

la 19
cgt
Finances
Publiques